

"Contre le plan Schuman d'asservissement et de guerre" dans L'Unità (4 juillet 1950)

Légende: Le 4 juillet 1950, le quotidien communiste italien L'Unità publie une déclaration des partis communistes d'Allemagne, de Belgique, de France, d'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas et du Royaume-Uni contre le plan Schuman.

Source: L'Unità. Organo del partito comunista italiano. dir. de publ. Lajolo, Davide. 04.07.1950. Milano. "Contro il piano Schuman di schiavitù e di guerra", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/contre_le_plan_schuman_d_asservissement_et_de_guerre_dans_l_unita_4_juillet_1950-fr-df36f248-acbd-4e29-b189-fc07f7528ab1.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Contre le plan Schuman d'asservissement et de guerre

Déclaration des Partis Communistes de France, d'Allemagne, d'Italie, de Grande-Bretagne, de Hollande, de Belgique et du Luxembourg (4 juillet 1950)

Les représentants des Partis Communistes de France, d'Allemagne, d'Italie, de Grande-Bretagne, de Hollande, de Belgique et du Luxembourg ont examiné les conséquences néfastes que comporterait l'application du plan dit Schuman pour la paix du monde et l'intérêt de leurs peuples.

Ils sont unanimes pour considérer que ce plan, dicté par les impérialistes américains est une étape importante dans la préparation de la guerre contre l'Union Soviétique et les pays de démocratie populaire. Le Plan Schuman n'est pas un plan de paix, c'est un plan de guerre.

Il constitue une nouvelle violation des accords de Potsdam en perpétuant la coupure en deux de l'Allemagne qui donne aux fauteurs de guerre américains la possibilité de renouveler sur une plus grande échelle les provocations auxquelles ils viennent de se livrer en Corée. Il est aussi une violation de la Charte de l'Organisation des Nations Unies.

Le plan Schuman qui est une prolongation du plan Marshall, tend à faire de l'Ouest de l'Allemagne, placé sous contrôle américain, une base politique et économique et militaire essentielle en Europe, pour la troisième guerre mondiale. Il vise à intégrer complètement dans le bloc atlantique les capitalistes allemands, considérés par les fauteurs de guerre américains comme la force d'agression la plus sûre en Europe. Il facilite la reconstitution d'une armée en Allemagne occidentale sous la direction des anciens généraux hitlériens.

La réalisation du projet Schuman aboutirait à mettre les industries minières et sidérurgiques - et par voie de conséquence l'ensemble de l'économie - de la France, de la Grande-Bretagne, de la Belgique, du Luxembourg, de l'Italie et de la Hollande sous le contrôle des magnats capitalistes de la Ruhr, eux-mêmes aux ordres des financiers de Wall Street. L'industrie et l'agriculture de ces pays deviendraient ainsi le complément de l'industrie de guerre de l'Ouest allemand pour le compte des impérialistes américains. Il s'agit de constituer un arsenal du bloc atlantique, c'est-à-dire l'ensemble guerrier le plus formidable que l'Europe ait jamais connu. C'est l'alliance des marchands de canons rassemblant, sous la direction des potentats du dollar, les grands industriels nazis de la Ruhr, le Comité des Forges qui trahit depuis des décades les intérêts de la France, certains rois de l'industrie guerrière anglaise et les gros industriels de Belgique et du Luxembourg.

Le Plan Schuman consacrerait la mise au pas des pays marshallisés, il achèverait de détruire la souveraineté nationale de ces pays en livrant leur économie aux impérialistes américains. Il confirmerait l'état de colonisation de l'Ouest allemand.

Les salaires et les conditions de travail des ouvriers français, anglais, italiens, belges, hollandais et luxembourgeois seraient ramenés au niveau très inférieur de ceux des ouvriers de l'Ouest allemand que les impérialistes veulent maintenir dans la misère. L'industrie sidérurgique italienne serait condamnée à disparaître. Dans les autres pays de nombreuses entreprises minières et sidérurgiques devraient fermer leurs portes sous prétexte de "non-rentabilité" Ce serait le chômage pour des millions de travailleurs et la mévente des produits agricoles pour les paysans.

Il est donc de l'intérêt de tous les peuples de mettre en échec cette nouvelle tentative des impérialistes américains qui veulent assurer leur hégémonie mondiale en précipitant les nations dans la misère et dans la guerre.

En acceptant de se faire le porte-parole des impérialistes américains en Europe, le gouvernement français essaie de se présenter comme le courtier le plus servile entre les Etats-Unis et l'Europe marshallisée.

En acceptant d'enthousiasme la proposition Schuman, le gouvernement fantoche de Bonn revendique l'héritage de Hitler pour l'organisation en Europe de la guerre antisoviétique.

Les réserves formulées par le gouvernement anglais sont celles d'un gouvernement impérialiste qui désire défendre ses propres intérêts en Europe et y conserver en même temps le rôle de premier commis américain, désormais promis au gouvernement réactionnaire de l'Ouest allemand.

Ces réserves confirment l'appréciation de septembre 1947 du regretté camarade Jdanov qui indiquait que l'Allemagne est la pomme de discorde entre dirigeants américains, anglais et français.

Les dirigeants socialistes de droite des pays marshallisés approuve quant au fond le plan de guerre et de misère des trusts internationaux. Ils ne sont pas seulement les agents de leur propre bourgeoisie, mais en même temps les agents des impérialistes américains. Les divergences qui se font jour chez eux sont le reflet des contradictions entre l'impérialisme américain et les impérialismes vassaux.

Les capitalistes de France, de l'Ouest allemand, d'Italie, de Belgique, de Hollande et du Luxembourg ont perdu tout sens national. Par l'intérêt de classe, ils trahissent ouvertement les intérêts vitaux de leur pays. Ils livrent ceux-ci à la rapacité des trusts internationaux et se préparent à plonger les peuples dans une nouvelle guerre. Les capitalistes tendent de maintenir par la violence et la guerre leur domination sur les peuples coloniaux qu'ils oppriment.

Il revient à la classe ouvrière, porteuse de l'intérêt national dans chaque pays, de prendre en main la lutte pour l'indépendance nationale et de soutenir la lutte des pays opprimés pour leur libération nationale.

Dans ces conditions, les Partis communistes de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Hollande, de Belgique et de Luxembourg considèrent qu'il est de leur devoir d'appeler les peuples de leur pays, et en premier lieu la classe ouvrière, à lutter pour faire échec au plan Schuman d'esclavage et de guerre.

Ils saluent comme une grande manifestation d'internationalisme prolétarien et comme une contribution importante et efficace à la défense de la paix le manifeste commun de la C.G.T. et de la Fédération des Syndicats libres allemands, appelant les travailleurs de France et d'Allemagne à l'action commune contre le Plan Schuman.

Ils considèrent cette manifestation comme un exemple qui peut être donné à l'ensemble des travailleurs des pays marshallisés.

Les Partis communistes de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Hollande, de Belgique et du Luxembourg se félicitent de la politique de paix de l'Union Soviétique par le parti Bolchevik et le camarade Staline qui a abouti à la constitution de la République démocratique allemande. Ils s'engagent à redoubler d'efforts pour soutenir cette République et toutes les forces démocratiques et pacifiques de l'Ouest allemand et à oeuvrer pour une Allemagne Unie, démocratique et pacifique.

A la solution de guerre que préparent les impérialistes avec le Plan Schuman, ils opposent celle de la coexistence pacifique de régimes différents qui permettrait un développement des relations économiques avec les pays du Centre et de l'Est de l'Europe.

Dans leur action pour la paix, les Partis communistes de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Hollande, de Belgique et du Luxembourg se placeront résolument à la tête des Partisans de la Paix afin que des dizaines de millions de signatures soient apposées au bas de l'appel de Stockholm pour l'interdiction de la bombe atomique.

Pour faire échec à l'alliance guerrière des marchands de canons, les Partis communistes de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Hollande, de Belgique et du Luxembourg travailleront à organiser l'alliance pacifique des peuples, des millions de simples gens qui ne veulent pas la guerre.

Le Comité Central du Parti Communiste Français,

Le Comité Directeur du Parti Communiste Allemand,
Le Comité Central du Parti Communiste Italien,
Le Comité Exécutif du Parti Communiste de Grande-Bretagne,
Le Comité Central du Parti Communiste Hollandais,
Le Comité Central du Parti Communiste de Belgique,
Le Comité Central du Comité Communiste du Luxembourg.